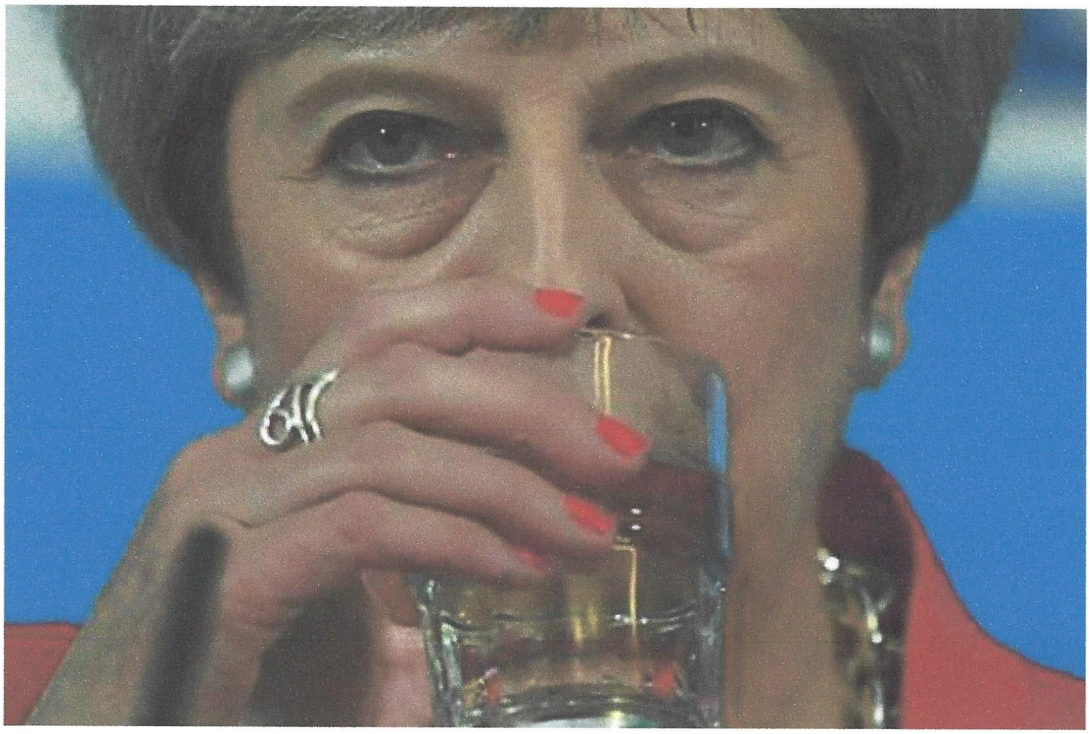
Au Royaume-Uni, la privatisation de l'eau sous le feu des critiques

Le gouvernement hausse le ton contre les gestionnaires du réseau, accusés d'engraisser leurs actionnaires et de fournir un mauvais service. Le Labour appelle à renationaliser.

LE MONDE ECONOMIE | 03.03.2018 à 10h53 • Mis à jour le 03.03.2018 à 14h17 | Par Eric Albert (/journaliste/eric-albert/) (Londres, correspondance)



Le gouvernement conservateur de Theresa May (ici à Wrexham, au Pays de Galles, le 22 mai 2017) hausse le ton contre les entreprises qui gèrent la distribution de l'eau au Royaume-Uni. Toby Melville / REUTERS

Michael Gove, le ministre britannique de l'environnement , n'y est pas allé par quatre chemins : *« Les gens qui sont dans cette salle doivent changer d'attitude. »* Son discours, jeudi 1er mars (https://www.gov.uk/government/speeches/a-water-industry-that-works-for-everyone) , lors de la conférence annuelle de Water UK, qui représente l'industrie de l'eau potable au Royaume-Uni , résonnait comme un réquisitoire. A l'écouter, les entreprises qui gèrent la distribution de l'eau outre-Manche, plus préoccupées par leurs dividendes que par la qualité de leurs services, évitant leurs impôts comme leurs responsabilités sociales, sont entraînées dans une grave dérive.

« Le grand public est de plus en plus inquiet et, franchement, je le comprends. » M. Gove menace : si rien ne change, il se dit prêt à *« donner tous les pouvoirs nécessaires »* au régulateur économique du secteur, la Water Services Regulation Authority (Ofwat).

La distribution de l'eau traverse une très sérieuse crise de confiance au Royaume-Uni. Depuis 1989, elle est privatisée. Dix-huit entreprises ont obtenu des monopoles régionaux, quasiment sans limite de temps (l'Etat peut révoquer la licence en prévenant… vingt-cinq ans à l'avance). Elles sont surveillées par l'Ofwat, qui encadre le prix de l'eau lors de négociations quinquennales.

« Scandaleux »

Mais, de plus en plus, l'industrie est contrôlée par des actionnaires lointains – souvent des fonds de

pension étrangers ou des fonds souverains – qui semblent *« plus intéressés par l'ingénierie financière que par l'ingénierie réelle »*, accuse M. Gove. De 2007 à 2016, note-t-il, les dix-huit monopoles ont reversé 95 % de leurs profits à leurs actionnaires. L'argent fuit le secteur plutôt que d'être réinvesti ou de profiter aux consommateurs.

DE 2007 À 2016, NOTE LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, LES DIX-HUIT MONOPOLES ONT REVERSÉ 95 % DE LEURS PROFITS À LEURS ACTIONNAIRES.

L'opposition travailliste, sous la houlette de Jeremy Corbyn, a su s'emparer de l'affaire. Le chef du Labour appelle à la renationalisation de tout le secteur, de même que d'autres monopoles naturels (train, poste et électricité). *« Il est scandaleux que, depuis 2010, les entreprises* [de l'eau] *aient payé des milliards à leurs actionnaires, presque tous leurs bénéfices, tout en recevant plus de crédits d'impôts qu'elles n'en versent »*, accusait le 10 février John McDonnell, le chancelier de l'Echiquier (ministre des finances) au sein du « shadow cabinet », une réplique du gouvernement chargée de lui porter la contradiction.

Lire aussi : Transport ferroviaire : petite leçon britannique pour la SNCF (/economie/article/2018/01/26/transport-ferroviaire-petite-lecon-britannique-pour-la-sncf_5247664_3234.html)

Pour ne pas laisser l'avantage aux travaillistes, M. Gove a choisi de partir , lui aussi, à l'assaut de l'industrie depuis quelques mois, en reprenant les mêmes arguments. Seule différence : l'actuel ministre de l'environnement ne veut pas entendre parler de nationalisation. Il préfère durcir les pouvoirs du régulateur.

Des eaux d'égout dans la nature

L'exemple qui a sans doute le plus choqué est celui de Thames Water, qui gère l'eau de la région londonienne et compte 15 millions de clients. Ses principaux actionnaires sont des fonds du Canada , du Royaume-Uni, du Koweït et d'Abou Dhabi, qui possèdent l'entreprise à travers un montage juridique comprenant cinq société s. De 2006 à 2015, Thames Water a versé 1,1 milliard de livres (1,2 milliard d'euros) de dividendes, selon une enquête du *Financial Times* (https://www.ft.com/content/5413ebf8-24f1-11e7-8691-d5f7e0cd0a16) .

Mais, sur les dix dernières années, elle n'a pas payé un seul centime d'impôt sur les bénéfices, souligne M. Gove. Quant à la qualité de son travail , elle est très critiquée. Entre 2012 et 2014, la société a déversé des milliards de litres d'eaux d'égout directement dans la nature. En 2017, elle a écopé de la plus grosse amende de l'histoire de la profession, 20 millions de livres (22 millions d'euros). Lors du procès , le juge a estimé que ces pollutions étaient *« à la limite de l'intentionnel »*.

« C'est la pire crise de confiance » qu'ait connue le secteur depuis vingt ans, confirme Jonson Cox, le président de l'Ofwat. Lui aussi a vertement mis en garde jeudi les dirigeants de l'industrie. Il s'en prend en particulier aux compagnies d'eau qui croulent sous les dettes, un moyen utilisé délibérément par les actionnaires pour réduire leur facture d'impôts (les intérêts sont déductibles) et limiter les capitaux injectés dans l'entreprise. Quant aux gras dividendes que se versent les entreprises, *« c'est peut-être acceptable dans un secteur entièrement privé, mais il s'agit ici d'un service public »*, rappelle M. Cox.

Un bilan très mitigé

L'industrie répond en mettant en avant ses progrès depuis la privatisation. Les fuites d'eau hors des tuyaux de distribution, l'un des principaux problèmes, ont été réduites de moitié depuis 1989. La propreté des plages de Grande-Bretagne s'est nettement améliorée, preuve que les eaux usées sont mieux traitées qu'autrefois. Quant aux accusations sur le manque d'investissements, l'industrie affirme qu'elle a injecté 140 milliards de livres (160 milliards d'euros) dans le système en trois décennies.

« Le problème est que la majorité des améliorations ont été réalisées à la fin des années 1990 et au début des années 2000 », observe Richard Flint, le directeur de Yorkshire Water, l'un des dix-huit monopoles, qui se montre néanmoins très critique de sa propre industrie. A l'époque, le gouvernement travailliste de Tony Blair venait d'être élu et avait exercé une forte pression sur le secteur, déjà accusé des mêmes dérives qu'aujourd'hui : *« Il faut que l'industrie refasse de vrais progrès. »*

Du côté des prix aussi, le résultat laisse à désirer . Depuis 1989, le prix de l'eau a augmenté de 40 % de plus que l'inflation, souligne M. Gove. L'Ofwat tempère ce constat en soulignant que l'augmentation s'est produite pendant la première décennie. Depuis, les prix stagnent et ils baissent même légèrement depuis 2010.

Le bilan global est donc très mitigé. Pour l'instant, le Parti travailliste n'est pas au pouvoir et la menace de nationalisation reste théorique. De plus, reprendre le contrôle de ces entreprises pourrait coûter cher à l'Etat – jusqu'à 100 milliards d'euros – pour indemniser les actionnaires. Mais le message envoyé à l'industrie par le gouvernement conservateur, par la voix de M. Gove, est très clair : *« Si on ne voit pas de changement, la pression pour la nationalisation ne pourra qu'augmenter. »* A l'industrie désormais de prouver qu'elle peut changer ses pratiques.